

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,
Mme I. SIMONIS

—
Note

(1) *Session 2014-2015.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 32-1. — Rapport, n° 32-2.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 3 décembre 2014.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29812]

4 DECEMBER 2014. — **Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 24 september 2013 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, over de vertegenwoordiging van het Koninkrijk België in het Internationaal Agentschap voor hernieuwbare energie (IRENA) en over de financiële bijdragen aan deze organisatie (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Instemming wordt verleend aan het samenwerkingsakkoord van 24 september 2013 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, over de vertegenwoordiging van het Koninkrijk België in het Internationaal Agentschap voor hernieuwbare energie (IRENA) en over de financiële bijdragen aan deze organisatie. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 4 december 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Onderwijs, Cultuur en Jong Kind,
Mevr. J. MILQUET

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen en Promotie van Brussel,
R. MADRANE

De Minister van Sport,
R. COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
Mevr. I. SIMONIS

—
Nota

(1) *Zitting 2014-2015.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 32-1. — Verslag, nr. 32-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 3 december 2014.

—
MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29814]

18 DECEMBRE 2014. — **Décret portant dispositions diverses en matière d'enseignement obligatoire, d'enseignement supérieur et de protection de la jeunesse (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — *Dispositions relatives à l'enseignement obligatoire, en particulier modifiant le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire*

Article 1^{er}. Dans l'article 16 du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, tel que modifié, il est inséré entre le paragraphe 2 et le paragraphe 3 un paragraphe 2/1 rédigé comme suit :

« § 2/1. La condition énoncée au § 2, 2^o, du présent article ne s'applique pas aux établissements qui organisent l'année de leur création ou l'année suivante à celle-ci une première année commune ou un premier degré commun. »

TITRE II. — Dispositions relatives à l'enseignement supérieur, en particulier relatives au décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études

Art. 2. Dans le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, l'article 160, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2, un paragraphe 3, un paragraphe 4 et un paragraphe 5 rédigés comme suit :

« § 2. Les académies sont, après leur dissolution, réputées exister pour leur liquidation.

A défaut de dispositions statutaires contraires, le conseil d'académie désigne un ou plusieurs liquidateurs qui, le cas échéant, agissent en collège.

La désignation du ou des liquidateurs est publiée au *Moniteur belge*.

§ 3. Chaque année, le ou les liquidateurs soumettent au conseil d'académie les comptes annuels avec l'indication des causes qui ont empêché la liquidation d'être terminée.

Une réunion de clôture de liquidation est convoquée par le ou les liquidateurs en vue de l'approbation de leur rapport. Au moins quinze jours avant cette réunion, le ou les liquidateurs déposent un rapport sur l'exécution de leur mission au siège de l'académie et soumettent les comptes et pièces à l'appui.

Le conseil d'académie statue sur la décharge du ou des liquidateurs.

§ 4. La clôture de la liquidation est publiée aux annexes du *Moniteur belge*.

Cette publication contient en outre l'indication de l'endroit désigné par le conseil d'académie, ou les livres et documents devront être déposés et conservés pendant cinq ans au moins.

§ 5. Pour le surplus, dans la mesure où elles sont transposables, on se référera, si nécessaire, aux règles de liquidation en matière d'asbl. »

TITRE III. — Dispositions relatives à la protection de la jeunesse, en particulier au centre fermé pour jeunes de Saint-Hubert

Art. 3. Pour l'application du présent titre, on entend par "centre fermé pour jeunes de Saint-Hubert" : les bâtiments visés à l'article 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 3 février 2014 organisant le transfert de propriété de bâtiments de l'Etat et le transfert des baux à la Communauté française.

Art. 4. L'accès au centre fermé pour jeunes de Saint-Hubert est subordonné aux mesures de contrôle et de sécurité suivantes :

1^o contrôle d'identité, moyennant présentation de la carte d'identité au poste de garde;

2^o prise d'une photographie du visiteur;

3^o interdiction de pénétrer dans le centre avec des objets pouvant compromettre la sécurité des jeunes ou du personnel;

4^o passage du visiteur par un portique de détection;

5^o contrôle des effets personnels du visiteur.

Toute personne pénétrant dans l'enceinte du centre fermé pour jeunes de Saint-Hubert est tenue de se soumettre aux contrôles visés à l'alinéa 1^{er}.

Les membres du personnel affectés par le Gouvernement à la surveillance du centre fermé pour jeunes de Saint-Hubert sont habilités à effectuer les contrôles visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 5. La loi du 1^{er} mars 2002 relative au placement provisoire des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction est abrogée.

Art. 6. La mesure de placement prise avant le 1^{er} janvier 2015 sur la base de la loi du 1^{er} mars 2002 continue à produire ses effets au-delà du 1^{er} janvier 2015 jusqu'au prononcé d'une nouvelle décision par le tribunal de la jeunesse ou par la cour d'appel et au plus tard jusqu'au terme du délai visé à l'article 5, § 1^{er}, de la loi du 1^{er} mars 2002.

Si la nouvelle mesure consiste en un placement en institution communautaire publique de protection de la jeunesse, en régime éducatif fermé, la durée du placement effectué au sein du centre de placement provisoire est déduite de la durée du placement ordonné par le tribunal de la jeunesse ou la cour d'appel, sur la base de l'article 52^{quater} de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait.

Les dispositions de la loi du 1^{er} mars 2002 restent d'application jusqu'à ce que la mesure de placement au centre de placement provisoire cesse de produire ses effets.

TITRE IV. — Dispositions finales

Art. 7. Les articles 1^{er} et 2 entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2014.

Art. 8. Les articles 3 à 6 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 décembre 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance,
Mme J. MILQUET

Le Vice-Président, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,
R. MADRANE

Le Ministre des Sports,
R. COLLIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,
Mme I. SIMONIS

—
Note

(1) *Session 2014-2015.*

Documents du Parlement. — *Projet de décret, n° 53-1.* — *Avis des commissions, n° 53-2 à n° 53-4.* — *Rapport, n° 53-5.*
Compte-rendu intégral. — *Discussion et adoption. Séance du 17 décembre 2014.*

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29814]

18 DECEMBER 2014. — **Decreet houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs, hoger onderwijs en jeugdbescherming (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Bepalingen betreffende het leerplichtonderwijs, inzonderheid tot wijziging van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs

Artikel 1. In artikel 16 van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, zoals gewijzigd, wordt tussen § 2 en § 3, een § 2/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2/1. De voorwaarde bedoeld in § 2, 2°, van dit artikel is niet van toepassing op de inrichtingen die in het jaar van hun oprichting of in het jaar volgend op de oprichting, een eerste gemeenschappelijk jaar of een gemeenschappelijke eerste graad organiseren. »

TITEL II. — Bepalingen betreffende het hoger onderwijs, inzonderheid betreffende het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies

Art. 2. In het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, wordt artikel 160, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal worden, aangevuld met een paragraaf 2, een paragraaf 3, een paragraaf 4 en een paragraaf 5, luidend als volgt :

« § 2. De academiën worden, na ontbinding, geacht voort te bestaan voor hun vereffening.

Bij gebrek aan andersluidende statutaire bepalingen stelt de academieraad één of meer vereffenaars aan die, in voorkomend geval, als college handelen.

De aanstelling van de vereffenaar(s) wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 3. Elk jaar legt(gen) de vereffenaar(s) aan de academieraad de jaarrekening voor met vermelding van de redenen waarom de vereffening niet kon worden voltooid.

Er wordt een vergadering bijeengeroepen voor de afsluiting van de vereffening door de vereffenaar(s) met het oog op de goedkeuring van hun verslag. Minstens veertien dagen voor deze vergadering dienen de vereffenaars een verslag in over de uitvoering van hun opdracht ten zetel van de academie en leggen de rekeningen en stukken tot staving voor.

De academieraad beslist over de decharge van de vereffenaar(s).

§ 4. De afsluiting van de vereffening wordt in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Deze bekendmaking omvat bovendien de opgave van de plaats, door de academieraad aangeduid, waar de boeken en bescheiden moeten worden neergelegd en bewaard gedurende ten minste vijf jaar;

§ 5. Overigens, voor zover ze toepasbaar zijn, wordt verwezen, indien nodig, naar de vereffeningregels inzake vzw's. »

TITEL III. — Bepalingen betreffende de jeugdbescherming, inzonderheid betreffende het gesloten centrum voor jongeren van Saint-Hubert

Art. 3. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder "gesloten centrum voor jongeren van Saint-Hubert" : de gebouwen bedoeld in artikel 1, 1°, van het koninklijk besluit van 3 februari 2014 tot regeling van de eigendomsoverdracht van gebouwen van de Staat en de overdracht van huurcontracten naar de Franse Gemeenschap.

Art. 4. De toegang tot het gesloten centrum voor jongeren van Saint-Hubert wordt onderworpen aan de volgende maatregelen inzake controle en veiligheid :

1° de identiteitscontrole, mits voorlegging van de identiteitskaart aan de wachtpost;

2° het maken van een foto van de bezoeker;

3° het verbod om in het centrum binnen te gaan met voorwerpen die de veiligheid van de jongeren of het personeel in gevaar brengen;

4° de bezoeker langs een detectiepoort te laten doorgaan;

5° de controle van de persoonlijke bezittingen van de bezoeker.

Elke persoon die binnen het gesloten centrum voor jongeren te Saint-Hubert gaat, wordt ertoe gehouden zich te neerleggen aan de controles bedoeld in het eerste lid.

De personeelsleden die door de Regering worden aangesteld voor de bewaking van het gesloten centrum voor jongeren te Saint-Hubert, worden ertoe gemachtigd de controles bedoeld in het eerste lid uit te voeren.

Art. 5. De wet van 1 maart 2002 betreffende de voorlopige plaatsing van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, wordt opgeheven.

Art. 6. De maatregel voor de plaatsing genomen vóór 1 januari 2015 op basis van de wet van 1 maart 2002 blijft uitwerking hebben na 1 januari 2015 tot de uitspraak van een nieuwe beslissing door de jeugdrechtbank of door het hof van beroep en ten laatste tot de vervaldatum van de termijn bedoeld in artikel 5, § 1, van de wet van 1 maart 2002.

Indien de nieuwe maatregel in een plaatsing in een openbare gemeenschapsinstelling voor jeugdbescherming, in een gesloten opvoedingsafdeling, bestaat, wordt de duur van de plaatsing binnen het centrum voor voorlopige plaatsing afgetrokken van de duur van de plaatsing bevolen door de jeugdrechtbank of het hof van beroep, op basis van artikel 52^{quater} van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade.

De bepalingen van de wet van 1 maart 2002 blijven van toepassing totdat de maatregel voor de plaatsing in het centrum voor voorlopige plaatsing ophoudt van kracht te zijn.

TITEL IV. — Slotbepalingen

Art. 7. De artikelen 1 en 2 treden in werking op 1 september 2014.

Art. 8. De artikelen 3 tot 6 treden in werking op 1 januari 2015.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 december 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Onderwijs, Cultuur en Jong Kind,
Mevr. J. MILQUET

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen en Promotie van Brussel,
R. MADRANE

De Minister van Sport,
R. COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
Mevr. I. SIMONIS

—
Nota

(1) *Zitting 2014-2015.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 53-1. — Commissieadviezen, nr. 53-2 tot nr. 53-4. — Verslag nr. 53-5.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 27 december 2014.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29800]

17 NOVEMBRE 2014. — Arrêté ministériel accordant délégation à l'Administrateur général de la Culture pour délivrer les autorisations d'exportation de biens culturels hors du territoire douanier de l'Union européenne

La Ministre de la Culture,

Vu le Règlement (CE) n° 116/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 concernant l'exportation de biens culturels;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégation de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française -Ministère de la Communauté française, l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, l'article 3, 2°;

Considérant que l'augmentation du nombre de demandes d'exportation introduites auprès des services du Gouvernement ne permet plus d'y répondre dans un délai compatible avec les exigences qui s'imposent aux demandeurs;

Considérant que, dans l'attente de la modification de l'arrêté de délégation du 9 février 1998, il convient donc de permettre à l'administration d'accorder elle-même lesdites autorisations sans devoir solliciter l'accord ministériel,

Arrête :

Article unique. Délégation de compétence est accordée à l'Administrateur général de la Culture pour délivrer et signer les autorisations d'exportation de biens culturels d'un montant inférieur à 50.000 € hors du territoire douanier de l'Union européenne, requises par le Règlement (CE) n° 116/2009.

Bruxelles, le 17 novembre 2014.

Mme J. MILQUET